

Antisémitisme et société française

Entretien avec **Nonna Mayer**, Propos recueillis par **François Euvé, Nathalie Sarthou-Lajus**

DANS **ÉTUVDES** 2024/3 (MARS), PAGES 35 À 46

ÉDITIONS **S.E.R.**

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.4313.0035

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-etudes-2024-3-page-35.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ANTISÉMITISME ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Entretien avec Nonna MAYER

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, on assiste à une forte progression des actes antisémites en France. Pour comprendre ce phénomène, il faut le resituer sur une longue période. Les enquêtes montrent que, dans l'ensemble, le racisme serait plutôt en régression. L'« autre » est mieux accepté. Mais l'antisémitisme persiste, ravivé par la situation internationale et, du fait de la permanence de préjugés, différent d'autres formes de racisme.

Assiste-t-on à une évolution des actes antisémites en France ? Et que met-on sous la catégorie d'acte antisémite ?

■ **Nonna Mayer** : Pour mesurer la montée des actes antisémites, on s'appuie sur les données fournies par un service du ministère de l'Intérieur, la Direction nationale du renseignement territorial (l'ancien Service central du renseignement territorial), le seul à faire des catégorisations en fonction de la religion ou de l'origine des victimes. Il travaille à partir des signalements de ses relais locaux (police, gendarmerie, associations communautaires). Sont retenus les faits ayant donné lieu à une plainte ou une intervention des forces de l'ordre. Et il faut rappeler que la liste est loin d'être exhaustive, puisque les enquêtes de victimation montrent que la majorité des victimes ne porte pas plainte. Depuis le 7 octobre 2023, sur un mois, 1 518 incidents antisémites ont été recensés. Pour l'essentiel, il s'agit de tags, d'affiches, de banderoles (50 %), de menaces et d'insultes (22 %). L'apologie du terrorisme (par exemple, assimiler les actes du

Hamas à de la résistance) compte pour 10 %, les atteintes aux biens 8 % et les coups et blessures 2 %. Depuis ces chiffres ont été vérifiés, ramenés à 1 242 incidents relevés durant le dernier trimestre de 2023. Un nombre qui reste dix fois et demi supérieur à celui observé sur le dernier trimestre de 2022.

Il faut mettre ces chiffres en perspective. Depuis la profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990 qui avait entraîné une vague d'actes antisémites, ceux-ci avaient quasiment cessé. Après la deuxième intifada, en 2000, ils connaissent une remontée spectaculaire. Depuis lors, chaque tournant du conflit israélo-palestinien, chaque nouvelle intervention de l'armée israélienne dans les territoires, provoque un pic d'actes antisémites. Et plus ils sont médiatisés et relayés sur les réseaux sociaux, plus ils peuvent donner des idées à des individus psychologiquement fragiles, par effet d'imitation et d'entraînement.

Qui en sont les auteurs ? Ils sont rarement arrêtés. Depuis le 7 octobre, on compte quelque six cents interpellations, la moitié donnant lieu à une enquête. Le préfet de police de Paris a souligné l'absence de « profil type ». On sait que les auteurs sont jeunes et qu'il s'agit plus souvent de jeunes hommes. Ils peuvent être sensibles à la cause palestinienne en fonction de leur origine ou de leur religion, ou d'un positionnement idéologique à l'extrême gauche, prenant le parti des Palestiniens considérés comme des opprimés. Il fut un temps où Israël était l'opprimé mais, depuis le tournant de la guerre des Six Jours (1967), il est perçu comme l'opresseur, David est devenu Goliath. Les Juifs de France sont pris comme les boucs émissaires de ce qui se passe au Proche-Orient, quelle que soit leur opinion sur Israël et sa politique. C'est la logique même du racisme, on ne voit plus une personne en face de soi, mais un groupe fantasmé. On retrouve cette pesanteur du contexte international pour les actes antimusulmans. Chaque fois qu'un attentat est commis au nom du *djihad*, en France ou dans le monde, on assiste dans les jours suivants à une montée des agressions envers les musulmans, perçus comme des terroristes en puissance.

Depuis le 7 octobre, les actes antisémites ont atteint en France un niveau record, le triple en trois mois des actes recensés sur toute l'année 2022. Tags, affiches, banderoles, menaces, leur degré de gravité est sans commune mesure avec celui des attentats terroristes devant l'école juive *Ozar Hatorah* de Toulouse ou à l'*Hyper Cacher* de la porte de Vincennes. Mais, du point de vue de la perception qu'en

ont les Juifs de France, cet antisémitisme ordinaire est tout aussi terrible. Il crée un fort sentiment d'insécurité noté par toutes les enquêtes effectuées auprès de la population se définissant comme juive. Celles menées au niveau européen par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (*Fundamental Rights Agency* [FRA])

« La tendance générale est celle d'une acceptation croissante de la diversité »

montrent que ce sentiment est plus marqué en France que dans toutes les autres communautés d'Europe, incitant un nombre particulièrement élevé de Juifs français à déménager vers des quartiers perçus comme plus sûrs, voire à partir en Israël faire leur *alya*.

Pourquoi en France ? Parce que la communauté juive y est importante ?

■ **N. Mayer** : La population juive de France, estimée à un demi-million de personnes, est, de loin, la plus importante d'Europe. La France accueille aussi une des plus larges minorités musulmanes. Reflétant l'histoire de la colonisation française, ces deux populations sont majoritairement issues du Maghreb et souvent habitent côte à côte, notamment en région parisienne.

Par ailleurs, au-delà de ces actes, il y a les opinions et les deux n'évoluent pas de la même manière. Alors que les incidents antisémites atteignent un niveau sans précédent en 2023, les préjugés envers les Juifs, paradoxalement, ont plutôt reculé. Le sondage annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), explorant toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie depuis 1990, est à cet égard un outil précieux. Un indicateur synthétique a été mis au point par Vincent Tiberj, « l'Indicateur longitudinal de tolérance », reprenant toutes les questions posées au moins trois fois depuis 1990. Il montre que la tendance générale, à la hausse, est celle d'une acceptation croissante de la diversité. Et les Juifs, souvent cités en modèle dans les entretiens, ont un des indices les plus élevés, bien supérieur à celui des musulmans. C'est l'islam qui fait peur aujourd'hui en France, c'est lui qui polarise les débats.

Comment expliquer ce lent recul des préjugés ? Plusieurs facteurs interviennent. Il y a d'abord le renouvellement générationnel : chaque nouvelle cohorte est plus tolérante que celles qui l'ont précédée. Il y a, les deux sont liés, la hausse du niveau d'études : chaque

génération est plus instruite que les précédentes. Or l'école ouvre sur le monde : elle fait connaître d'autres cultures, d'autres religions, d'autres langues ; elle apprend à raisonner ; elle développe l'esprit

critique... Autant de facteurs qui font barrière aux préjugés. On peut certes être diplômé du supérieur ou énarque et défendre des positions racistes, anti-

« **Plus les liens sont forts avec des personnes d'une autre origine, plus la tolérance à leur égard est élevée** »

sémites ou xénophobes, par conviction idéologique. Mais, globalement, les probabilités d'avoir des scores élevés sur nos échelles de racisme et d'antisémitisme varient en raison inverse du niveau d'études et c'est chez les personnes âgées et peu instruites qu'elles culminent. Le troisième facteur tient au fait qu'avec la mondialisation, la société française est de plus en plus diverse, multiculturelle. Certains peuvent vivre difficilement cette situation mais l'effet est majoritairement positif.

Deux théories s'affrontent à cet égard¹. La première est « optimiste », celle du « contact ». Dans les années 1950, un psychologue américain, Gordon Willard Allport (1897-1967), montre que les contacts interpersonnels peuvent réduire les préjugés intergroupes, sous certaines conditions. Il faut que ces contacts soient voulus et non subis, entre groupes de statut social égal, coopérant à un projet commun et dans un cadre institutionnel. C'est cette théorie qui a inspiré la politique du « *busing* » aux États-Unis, consistant à transporter par bus des enfants des quartiers noirs et pauvres vers les écoles blanches des banlieues résidentielles, pour lutter contre la ségrégation. La seconde théorie, « pessimiste », est celle de la menace, avec deux variantes. Celle de la menace « réaliste » lie le préjugé à la compétition entre groupes pour des ressources rares, par exemple l'idée que les étrangers menaceraient l'accès des Français aux emplois ou aux prestations sociales. L'autre variante est celle de la menace symbolique, l'autre groupe serait trop différent, il menacerait notre mode de vie, notre identité, notre culture. Les deux théories peuvent se vérifier, selon les contextes et les moments. Et les enquêtes que nous avons menées sur le terrain, notamment à Sarcelles et dans le XIX^e arrondissement de Paris, montrent que les relations quotidiennes entre Juifs et musulmans ne sont pas nécessairement conflic-

1. Anne Chemin, « La figure de l'étranger, ce repoussoir imaginaire », *Le Monde*, 17 novembre 2023.

tuelles². Les contacts peuvent avoir des effets négatifs comme des effets positifs. Mais, globalement, plus les liens sont forts avec des personnes d'une autre origine, d'une autre religion ou d'une autre couleur de peau, plus la tolérance à leur égard est élevée.

Par ailleurs, le sondage de la CNCDH a l'avantage d'être conduit en face-à-face par un enquêteur ou une enquêtrice, au domicile de la personne interrogée, à la différence des sondages en ligne auto-administrés. Or ces derniers s'appuient sur des *access panels*, un vivier de personnes d'accord pour répondre à plusieurs sondages dans l'année, fidélisées par des bons d'achat. Du fait de la fracture numérique, ils délaissent certaines catégories de la population : les moins à l'aise sur Internet y sont sous-représentées. L'échantillon en face-à-face est plus à l'image de la société française. Il est notamment plus souvent issu de la diversité (un tiers de notre échantillon à au moins un parent ou un grand-parent étranger) et donc plus tolérant à l'égard des immigrés. Le Baromètre annuel d'image du Rassemblement national (Sofres, Kantar Public, Epoka), également mesuré en face-à-face depuis 1984, donne des résultats similaires : on n'assiste pas à une montée de l'intolérance. Politiquement enfin, les échantillons des sondages en ligne cernent sans doute mieux les évolutions du corps électoral, laissant de côté ceux qui n'ont pas le droit de vote, ceux qui l'ont mais ne sont pas inscrits, ceux qui sont inscrits mais ne vont pas voter. Et les Français qui votent sont de plus en plus différents de la société dans son ensemble, qui apparaît à la fois plus tolérante, et moins à droite.

Pourquoi les opinions sont-elles importantes ? Parce qu'elles nous disent quelle est la norme sociale à un moment donné, la limite entre le permis et l'interdit. Dans les années 1930, l'antisémitisme s'exprimait librement et violemment dans la rue ou dans la presse, en des termes qui seraient inimaginables aujourd'hui. Depuis la Seconde Guerre mondiale et l'extermination des Juifs par les nazis, l'antiracisme est devenu la norme dans les démocraties et l'antisémitisme le tabou absolu, l'aune à laquelle on évalue les autres racismes. Des lois ont été votées réprimant toutes les formes de racisme et d'antisémitisme : la loi Pleven (1972) et la loi Gayssot (1990). À l'encontre de ce qu'on entend dans le débat public actuel autour de l'immigration, l'acceptation des étrangers, des immigrés et des musulmans progresse régulièrement depuis 1990, si l'on se fie à l'Indice longitudinal de tolé-

2. Nonna Mayer et Vincent Tiberj, « Jews and Muslims in Sarcelles : Face to Face or Side by Side ? », *Annual Review of the Sociology of Religion*, volume 13, Brill, 2022, pp. 183-207.

rance de la CNCDH. Il connaît certes des hauts et des bas : pendant la Coupe du monde de football de 1998, il y a eu une grande bouffée de fraternisation ; à l'inverse, après les émeutes urbaines de 2005, attri-

« **Le mécanisme commun à tous les racismes consiste à essentialiser l'autre** »

buées tour à tour à l'islamisme, au communautarisme et à l'absence d'intégration des jeunes d'origine africaine, on a assisté à une chute brutale de l'indice. Et

paradoxalement, après les attentats de 2015, il y a eu une remontée de la tolérance, en raison du cadrage républicain et solidaire dont ils ont fait l'objet, dont témoigne l'ampleur inégalée des manifestations « Je suis Charlie »³.

Une longue tradition d'études en psychologie sociale analyse la différence entre attitudes et comportements. Avoir des préjugés racistes ou antisémites, les exprimer dans un sondage, ne conduit pas nécessairement à les traduire en actes ou menaces face à une personne en chair et en os. Les différences tiennent à la situation, à la relation particulière qui va s'établir entre les protagonistes, aux normes sociales, plus ou moins intériorisées, qui interdisent certains comportements, à l'influence des médias ou de l'entourage qui peut tout autant pousser à agir que l'empêcher. Inversement, plus rarement, l'effet d'entraînement du groupe peut pousser quelqu'un à l'acte sans attitude préalablement hostile à la victime.

L'antisémitisme est-il un racisme particulier ?

■ **N. Mayer** : Le mécanisme commun à tous les racismes consiste à essentialiser l'autre, à projeter sur lui les traits imaginaires attribués à son groupe d'appartenance réel ou supposé. On ne voit plus une personne singulière, mais un Juif, un Arabe, un musulman, un Noir. Mais chaque racisme est différent, chacun a une histoire spécifique. Et l'antisémitisme a une histoire particulièrement longue, et singulière. Au fil du temps se sont accumulés et sédimentés les arguments antisémites les plus variés, formant un vivier inépuisable. Il y a eu l'antijudaïsme chrétien maudissant le « peuple déicide », l'antisémitisme économique assimilant les Juifs à la banque, à l'usure, au capitalisme, le mythe du judéo-bolchevisme assimilant les com-

3. Laurie Boussaguet et Florence Faucher, « Quand l'État convoque la rue », *Gouvernement et action publique*, 2017, 2(6), pp. 37-61.

munistes aux Juifs, les thèses raciales faisant des Juifs une race inférieure... Au cœur de l'antisémitisme, je mettrais aussi le mythe du complot juif pour dominer le monde, illustré par les « Protocoles des Sages de Sion » (1903), ce faux notoire fabriqué par la police du tsar. L'idée que les Juifs ont trop de pouvoir est toujours présente et elle ressurgit périodiquement. Et bien sûr, c'est la Shoah, l'extermination systématique de six millions de Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie qui illustre la singularité absolue de ce préjugé et fait de l'antisémitisme un tabou. Dans l'après-guerre, un nouvel avatar de l'antisémitisme sera le négationnisme et l'accusation d'instrumentalisation de la Shoah par ses victimes. Mais, d'après le sondage de la CNCDH de novembre 2022, seuls 15 % des sondés estiment qu'on parle « trop » de l'extermination des Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale (contre 23 % « pas assez » et 59 % « ce qu'il faut »). Quant aux jeunes, dont on dit parfois qu'ils ont tendance à méconnaître ce passé, ils sont les plus nombreux à répondre à la question (0,9 % de sans-réponse chez les 18-24 ans, contre 4 % à partir de 60 ans), les moins nombreux à estimer qu'on en parle trop (7 % contre 17 %) et les plus enclins à dire qu'on en parle autant qu'il faut (71 % contre 59 %). Enfin la création de l'État d'Israël en 1948 va renouveler les argumentaires antisémites sous couvert d'antisionisme.

J'ai lu dans un livre de Delphine Horvilleur, Réflexion sur la question antisémite (Grasset, 2019), que l'antisémitisme serait une forme de racisme liée à un complexe d'infériorité, là où les autres racismes procédaient plutôt du complexe de supériorité. Qu'en pensez-vous ?

■ **N. Mayer** : Les deux sont vrais. On reproche aux Juifs d'avoir trop de pouvoir, trop d'argent et trop d'influence, mais on trouve aussi, dans l'imaginaire antisémite, le sentiment que les Juifs sont des lâches, des faibles. Israël a changé cette image en faisant ressortir le côté guerrier, militaire et puissant de l'État. On retrouve par ailleurs le même type de stéréotypes inversés à propos des Asiatiques, associés à l'argent et à l'influence économique. Il faut faire très attention en règle générale aux stéréotypes positifs, ils essentialisent le groupe et ils sont ambivalents, ils peuvent se retourner contre la personne. Dans nos enquêtes pour la CNCDH, on demandait à un moment pour un certain nombre de groupes s'ils étaient vus comme « très travailleurs ». Les Asiatiques remportaient la palme, bien avant les

Maghrébins et les Noirs (77 % contre 46 %). Mais ceux qui trouvaient les Asiatiques travailleurs avaient également les notes les plus élevées sur nos échelles d'ethnocentrisme.

Peut-on parler d'une évolution du Rassemblement national par rapport à l'antisémitisme ?

■ **N. Mayer** : Marine Le Pen n'est pas sur la même ligne que son père. Avant même son arrivée à la tête du parti, elle s'était à plusieurs reprises fâchée avec lui après ses déclarations antisémites, et c'est

« **Le Rassemblement national n'a pas été totalement purgé de ses éléments antisémites** »

pour ses positions antisémites et collaborationnistes qu'il est finalement exclu en 2015. Elle cherche plutôt à attirer l'électorat juif, comme d'ailleurs

les gays et les femmes, en présentant son parti comme le meilleur rempart contre la menace islamiste. L'électorat juif ne pèse guère en nombre de voix (environ 0,6 % de l'électorat) mais il serait une prise symbolique de taille dans un pays comme la France, un pas décisif dans la dédramatisation. Comme l'ont montré Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach dans *L'an prochain à Jérusalem* (L'Aube, 2016), sur la base des sondages de l'Ifop, 4,4 % d'électeurs se déclarant juifs disaient avoir voté pour Jean-Marie Le Pen aux scrutins présidentiels de 2002 et de 2007, tandis qu'en 2012, 13,5 % ont voté pour sa fille. Et, aux yeux d'une partie de cet électorat, elle est même trop modérée. Ils ont préféré voter pour Éric Zemmour, comme à Sarcelles où il a recueilli plus de 30 % des voix dans les bureaux de la « Petite Jérusalem » au nord-ouest du grand ensemble, soit plus de quatre fois son score national. Les deux candidats jouent sur le sentiment d'insécurité de cette population, sa peur des Arabes et des musulmans, et la communauté juive est très divisée sur la question. Si Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), est radicalement opposé à ce genre de dérive, d'autres le sont moins, comme le chasseur de nazis Serge Klarsfeld qui a accepté la médaille de la Ville de Perpignan remise par son maire du Rassemblement national, Louis Aliot, et juge Marine Le Pen « fréquentable ».

Le problème n'est pas Marine Le Pen. C'est son parti qui n'a pas changé. Dans une étude réalisée en 2015 pour *La Vie des idées*, j'ai montré sur la base des sondages de la CNCDDH que les sympathi-

sants du Front national comparés à ceux des autres partis étaient, sur tous les indicateurs, les plus antisémites. Et si, entre 2009 et 2014, la proportion d'antisémites avait reculé partout, chez eux elle restait stable. Marine Le Pen en a fait une ligne rouge, en excluant les militants les plus notoirement antisémites ; il n'en reste pas moins que le Rassemblement national n'a pas été totalement purgé de ses éléments antisémites. Elle-même n'est pas si claire. Même si elle considère les chambres à gaz comme le « summum de la barbarie », même si elle s'est associée à l'hommage aux victimes de la rafle du Vel' d'Hiv', elle n'a pas bougé sur deux points. Elle est toujours déterminée à abolir la loi Gayssot et elle ne reconnaît toujours pas la responsabilité de l'État français dans la déportation et dans la rafle du Vel' d'Hiv', hostile par principe à toutes les formes de repentance. Sa stratégie consiste à instrumentaliser cette lutte contre l'antisémitisme, de même qu'elle a instrumentalisé la défense des droits des femmes et celle des gays. Et elle le fait à travers le prisme antimusulman, en se présentant comme le dernier bouclier face à la menace islamiste.

Selon vous, le racisme qui domine au Rassemblement national est le racisme antimusulman ?

■ **N. Mayer** : Les électeurs et sympathisants du Rassemblement national sont moins tolérants que ceux des autres partis à l'égard de toutes les minorités, sans exception. Mais leur cible prioritaire est l'islam et les musulmans, pas les Juifs. Et l'écart entre leurs scores et ceux de l'échantillon, en 2022 comme les années précédentes, est beaucoup plus marqué sur notre échelle d'aversion à l'islam (+ 27 points de pourcentage) que sur notre échelle d'antisémitisme (+ 17 points). Par ailleurs, je nuancerais la notion de « racisme antimusulman ». Compte tenu de l'histoire coloniale de la France, les termes « immigré », « Maghrébin », « Arabe » et « musulman » sont souvent interchangeables. C'est un ensemble qui fait peur. L'islam n'est pas nécessairement la menace principale. L'idée que les immigrants viennent en France pour profiter de la protection sociale est plus répandue chez les sympathisants du Rassemblement national que celle de l'incompatibilité de l'islam avec les valeurs de la France (respectivement 96 % et 84 % « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord »). Mais, dans les deux cas, on note des écarts records avec

l'opinion moyenne de l'échantillon (47 points sur la protection sociale, 43 points sur la menace identitaire). Il en va de même quand on détaille leur vision de l'islam. Une des questions de l'enquête demande, à propos d'un certain nombre de pratiques et traditions musulmanes, si elles peuvent devenir un problème pour vivre en société. Alors que toutes aujourd'hui, sauf la *burqa* et l'interdiction de montrer l'image du prophète, sont acceptées par une nette majorité des personnes interrogées, une majorité des sympathisants du Rassemblement national trouve encore que les plus visibles dans l'espace public – les prières, le sacrifice du mouton à l'Aïd el-Kebir et surtout le port du voile – sont problématiques (76 % contre 45 %).

L'antisémitisme a-t-il évolué ? La différence entre antisémitisme et antisionisme a-t-elle un sens ?

■ **N. Mayer** : Tout dépend de ce que l'on entend par antisionisme. *Stricto sensu*, c'est le rejet du sionisme, l'idéologie nationaliste qui est à l'origine de la création de l'État d'Israël, idéologie au demeurant peu connue du grand public⁴. Quand ce rejet remet en cause l'existence même de cet État, comme le suggère le slogan « Pour une Palestine libre du Jourdain à la mer », c'est de l'antisémitisme. Le terme « sioniste » peut aussi être détourné, employé délibérément à la place de « Juif » pour ne pas tomber sous le coup des lois antiracistes, comme l'ont fait systématiquement Dieudonné et Alain Soral sur leurs sites, ou les participants à une manifestation des « gilets jaunes » traitant Alain Finkielkraut de « sale sioniste de merde ». L'antisionisme sert alors de paravent à l'antisémitisme. Un usage plus courant du terme renvoie enfin à la critique, légitime, du gouvernement israélien et de sa politique, qui ne se confond pas avec l'antisémitisme. Pour y voir plus clair, l'enquête de la CNCDH interroge à la fois sur les préjugés antisémites classiques, associant les Juifs à l'argent, au pouvoir, au communautarisme, et sur l'image d'Israël, de la Palestine et du conflit. Or, pour 43 % des sondés, Israël n'évoque rien, ni en positif, ni en négatif. 79 % n'ont pas d'opinion tranchée sur la responsabilité respective des Israéliens et des Palestiniens dans la prolongation du conflit. Et quand ils ont des opinions sur ces sujets, elles ne sont que faiblement corrélées aux préjugés antisémites traditionnels. Ce sont

4. Un sondage Ifop et Fondapol de 2014 montrait qu'environ 43 % des personnes interrogées ne savaient pas définir le terme.

ces derniers, et plus particulièrement les stéréotypes liés à l'argent et au pouvoir, qui structurent l'antisémitisme contemporain en France, plus que la critique d'Israël ou du sionisme.

N'assistons-nous pas à une montée en visibilité de la communauté juive en France ?

■ **N. Mayer** : Dans les années 1960 déjà, l'arrivée des Juifs pieds-noirs après l'indépendance de l'Algérie a redynamisé les communautés juives. Je me souviens encore du titre d'un article du *Nouvel Observateur*, « Les Juifs du soleil », suggérant que la pratique du judaïsme de ces nouveaux arrivants, essentiellement séfarades, était plus visible, plus exubérante, moins complexée que celle des Juifs, en majorité ashkénazes, de la métropole. C'est ce processus de rejuidaïsation et d'affirmation identitaire, où le mouvement loubavitch a joué un rôle central, que décrit Sylvie Strudel dans son livre *Votes juifs, itinéraires migratoires, religieux et politiques* (Presses de Sciences Po, 1996), à partir du cas de Sarcelles. Rendant les Juifs plus visibles, il en fait aussi des cibles plus faciles dans un pays laïc comme la France, où les signes extérieurs de la religion – *kippa*, voile, *abaya* – font débat.

Propos recueillis par François EUVÉ et Nathalie SARTHOU-LAJUS.



Retrouvez le dossier « **Questions sociales** »
sur www.revue-etudes.com